

Invisibilité statistique ou idéologie : la mesure de l'activité féminine dans les pays en développement en question.

Aurélie Godard¹

L'étude de la pauvreté et sa mesure englobent aussi l'étude des populations regardées comme les plus vulnérables parmi lesquelles les femmes. Leurs possibilités et libertés dans le domaine économique sont considérées comme une composante essentielle à leur *empowerment* d'où l'intérêt croissant depuis les années 1970 porté à la mesure de leurs activités. Mais celle-ci est estimée difficile dans les pays en développement du fait du manque de statistiques et de leur invisibilité juridique liée à l'aspect informel de leurs activités. Les études sur l'activité des femmes énoncent souvent l'hypothèse selon laquelle ce serait le manque de données qui rendrait le travail des femmes invisible aux yeux des économistes (Vaa, 1989 ; Dixon, 1982). Mais il est possible de poser le problème en sens inverse et de considérer que ce n'est pas l'absence de données qui rend les femmes invisibles, mais un préalable idéologique qui élimine les femmes de l'analyse économique et qui par conséquent amène les chercheurs à ne pas collecter de données les concernant. Ainsi, la méthodologie d'analyse des activités économiques, que ce soit en termes de définitions scientifiques des concepts ou de collectes des données, serait entièrement déterminée par les *a priori* des chercheurs. L'objectif de cette communication est donc de montrer quels sont les *a priori* théoriques qui déterminent la construction d'indicateurs sous-estimant l'activité économique tant des femmes que des enfants, mais aussi d'apporter une réflexion sur les éléments méthodologiques permettant une meilleure prise en compte de leur(s) activité(s).

De l'absence...

Les *a priori* scientifiques concernant l'activité des femmes se sont formés au XIX^{ème} siècle, au moment où ont été formalisées les différentes sciences sociales dont l'économie et la sociologie. Il est nécessaire pour comprendre l'absence des femmes dans les réflexions économiques de prendre en compte deux aspects inhérents à la vie des auteurs considérés comme les fondateurs des sciences sociales : leur sexe (ce sont des hommes) et leur situation sociale (ils appartiennent aux classes aisées). Les penseurs ne sont souvent que le reflet de leur société et de leur époque et si les fondateurs des sciences sociales n'ont pas étudié le travail des femmes en tant qu'activité économique c'est parce que dans leur société, à leur époque, dans leur milieu, il n'était pas pensable qu'une femme travaille. Ils ont ainsi éliminé une partie des acteurs de l'analyse parce que cela allait à l'encontre de leurs idéaux. Comme les prisonniers de la caverne de Platon, ils ne pouvaient analyser ce que leurs chaînes, ici sociales et idéologiques, les empêchaient de voir.

Le débat concernant la prise en considération du travail des femmes dans l'analyse économique n'apparaît qu'avec les théories féministes et l'arrivée des premières chercheuses en économie. Auparavant, les économistes avaient bien par moment entrevu le problème que posait le travail féminin dans leurs analyses, mais ils l'avaient souvent balayé du revers de la main en considérant que travailler n'entraînait pas dans les rôles assignés aux femmes. C'est ainsi

¹ Doctorante, chercheur associé à Popinter – Paris 5.

qu'en économie, le masculin était devenu le général et le féminin, l'exception, le contre-exemple : la moitié de la population contredisant le général sans que cela ne remette en cause les théories énoncées (Pujol, 1998, Mathieu, 1991).

Par exemple, le montre Pujol (1998) les femmes sont absentes de la réflexion de Smith et Ricardo qui sont considérés comme les pères fondateurs de l'économie classique, ainsi que de ceux qui ont poursuivi leurs réflexions. A la lecture d'Adam Smith (1970- 1ère édition 1776) par exemple tout se passe comme si les hommes vivaient dans les classes pauvres et les femmes dans les classes aisées. Il parle en effet des hommes qui doivent travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, de ces *workmen* dont le salaire devrait suffire à nourrir l'ensemble défini par l'expression « femme et enfants ». Mais lorsqu'il parle des femmes, elles appartiennent à la bourgeoisie et sont des dépensières qui recherchent les loisirs. Dans le livre 1 de la *Richesse des nations* il mentionne toutefois deux activités féminines : le filage et la prostitution. Une seule fois, lors de sa discussion sur le niveau que doit atteindre le salaire, la femme apparaît comme un acteur économique, comme participant au budget de la famille (Smith, 1976 : 93) : « il paraît au moins certain que, pour élever une famille, [...], il faut nécessairement que le travail du mari et de la femme puisse leur apporter quelque chose de plus que ce qui est précisément indispensable pour leur propre subsistance », toutefois comme il l'a souligné auparavant, « le travail de la femme suffit seulement à sa propre dépense, à cause des soins qu'elle est obligée de donner aux enfants ». La femme est donc constamment renvoyé à son rôle domestique comme le prouve aussi la théorie des salaires qui octroie aux femmes des salaires moins importants qu'aux hommes non pas parce que leur travail est moindre mais parce qu'on estime que leurs besoins sont moindres.

L'aspect subjectif de l'analyse du travail des femmes par ces auteurs transparait notamment au travers du fait qu'il existait à l'époque des données attestant du travail des femmes, notamment en ce qui concerne les ouvrières, données qui par ailleurs sont aujourd'hui utilisées par les historiens (Tilly et Scott, 2001 ; Schweitzer, 2002). Il existait aussi des écrits qui dénonçaient le travail des femmes tels que *L'ouvrière* de Jules Simon (1861) ou même certains passage de la situation des classes laborieuses de Engels (1975, 1ère édition, 1845), ce qui signifie qu'il existait. Mais dans ces écrits, ces ouvrières qui travaillent sont considérées au mieux comme de pauvres femmes que la misère oblige à quitter les travaux domestiques qui leur sont naturels (1975, 1ère édition, 1845). Ce faisant, ces femmes qui ont perdu toute leur féminité. Ainsi, Jules Simon (1861) écrit : « la femme, devenue ouvrière, n'est plus une femme. Au lieu de cette vie cachée, abritée, pudique, entourée de chères affections, et qui est si nécessaire à son bonheur et au nôtre même, par une conséquence indirecte, mais inévitable, elle vit sous la domination d'un contre-maître, au milieu de compagnes d'une moralité douteuses, en contact perpétuel avec des hommes, séparée de son mari et de ses enfants ». Autrement dit, la femme est définie par son absence de la sphère « travail ». Les auteurs masculins ont-ils une vision masculine de la société ? S'il a souvent été reproché aux femmes d'avoir une vision féminine de la société, il a tout aussi souvent paru naturel que les hommes aient à l'inverse une vision universaliste. Pourtant, comme le souligne Margaret George (1988 : 2, italiques de l'auteur), « les écrits masculins [nous disent] ce que les femmes devaient être et devaient faire dans le croquis qu'ils faisaient d'une image idéale qui commençait à s'esquisser dans les classes moyennes occidentales du XXème siècle ; et ils insistaient sur le fait que toutes les femmes -toutes leurs femmes-

agissaient exactement selon le modèle² ».

Si on peut expliquer l'absence des femmes dans les considérations des chercheurs par les dynamiques de genre qui ont amené les hommes à ne voir que les hommes, il faut aussi prendre en compte leur appartenance sociale. Les fondateurs des sciences sociales appartiennent aux classes aisées des sociétés anglaises ou françaises et plus précisément aux classes bourgeoises. La bourgeoisie se définit essentiellement par ses valeurs : l'individualisme, l'utilitarisme, la rationalité qui sous-tend selon Bentham que chacun agit pour maximiser ses gains et le progrès. Mais la valeur essentielle de la bourgeoisie est la croyance en l'universalité de ses valeurs (Charbit, 1981). Et c'est de cette croyance que découle l'invisibilité économique des femmes car la classe bourgeoise a regardé la société en souhaitant que toutes les femmes soient à l'image des femmes bourgeoises c'est-à-dire des épouses et des mères. La femme ne se définissait alors que sous l'autorité d'un homme : père, mari, fils ce qui fut d'ailleurs légiféré par le code civil édicté en France en 1804 et exporté dans l'Europe dominée par Napoléon. Il faut donc s'attacher à comprendre ce qui transparaît de cette morale, de ces valeurs bourgeoises dans les écrits des fondateurs des sciences sociales.

Dans les enquêtes menées aujourd'hui dans les pays en développement, nous utilisons des concepts qui ont été forgés au cours de l'histoire des sciences sociales et qui proviennent des écrits des auteurs dits classiques : concept de rationalité comme base de l'analyse économique, la définition du travail par le revenu qu'il procure, de l'économie informelle par son aspect non légiféré ou de l'économie familiale comme la structure où se forme la division sexuelle du travail entre production masculine et reproduction féminine. Même si depuis ces concepts ont été discutés et travaillés, ils gardent bien souvent une teneur relative à l'époque de leur création. Ainsi, considérée comme l'élément affectif parallèlement à l'élément actif, la femme ne peut être regardée comme rationnelle et donc comme un agent économique, puisque le propre de l'économie est d'être rationnel. De même la définition du travail et plus précisément de l'activité par le critère du salaire a souvent éliminé des analyses les femmes qui pratiquaient des activités dont le revenu ne leur était pas personnel, comme c'est le cas pour la plupart des femmes rurales. Pratiquant les activités dans le cadre de l'économie familiale et de l'économie informelle, les femmes sont considérées comme inactives, ou plus précisément, leurs activités sont vues comme des travaux domestiques et non des activités économiques.

...à la surreprésentation ?

Au milieu du XX^{ème} siècle, ces concepts ont largement été critiqués. Mais la reconstruction théorique qui en découle tout en rendant les femmes plus visibles sur la scène économique a continué à les considérer comme des acteurs économiques à part.

C'est avec *La grande transformation* écrite en 1944 que Polanyi amorce la réflexion sur la nature même de l'économie. En montrant comment les concepts issus de l'économie classique ne s'appliquaient pas aux sociétés non capitalistes, il a eu un impact considérable sur les études d'anthropologie économique des années 1950-1960 (Bazin, Selim, 2000). Une fois la critique de l'économie classique engagée, les femmes ont pu apparaître comme des acteurs

2 Traduction selon nos soins.

économiques à part entière.

La *New Household Economy*, emmenée notamment par Gary Becker s'intéresse en particulier à l'explication de la division sexuelle du travail. En ce sens, il intègre les femmes dans l'analyse tout en conservant les anciens concepts en particulier le principe de rationalité inhérent à toute action économique. Pour lui, seule la Théorie du Choix Rationnel (TCR) permet l'analyse de la société par les différentes sciences sociales puisque cette théorie peut être appliquée à différents champs d'action : social, économique par exemple. Mais Becker et la *New Household Economy* appliquent à leurs analyses les perceptions des théories classiques concernant la division sexuelle du travail. Ainsi, Becker (1993) dans *A Treatise of Family* démontre, équations à l'appui, pourquoi les femmes sont censées être liées au domaine domestique et les hommes au domaine extérieur, c'est-à-dire aux activités économiques. Face à la Théorie du Choix Rationnel, se développent des courants comme le courant institutionnaliste insufflé par Thorstein Veblen qui remettent en cause des concepts fondateurs les théories économiques classiques que sont l'*homo oeconomicus* et l'omniprésence du marché. Selon Janice Peterson (1994), c'est ce courant (*radical institutionalism*) qui a permis l'émergence des analyses de genre. De manière plus générale, les analyses de genre en économie, et en sciences sociales, ont pu se développer grâce à l'action conjuguée des critiques envers les concepts classiquement utilisés et du mouvement féministe.

A la suite de ces courants critiques, l'anthropologie économique assoit ses théories sur l'idée qu'il est nécessaire de renouveler les catégories et les concepts de l'économie classique, ceux-ci ne s'appliquant pas à l'économie des pays en développement. L'analyse des pays en développement, prend un tournant avec les anthropologues et économistes marxistes des années 1970 (Meillassoux, Godelier) qui focalisent leur attention sur le ménage et montrent l'importance du travail domestique, soulignant par là-même les principes de domination sous-jacent à la division sexuelle du travail. Mais l'analyse de l'activité domestique donne aussi une place particulière et prépondérante aux femmes dans l'organisation économique du ménage, puisque ce sont elles qui sont en charge de ce type de travaux.

Les écrits de Meillassoux, en particulier *Femmes, grenier et capitaux* (1975), et plus généralement, les études marxistes en terme de classes telles que celles présentées dans l'ouvrage dirigé par Claire Robertson et Iris Berger (1986), assoient l'idée que les femmes sont, avec les enfants, une des classes sociales les plus vulnérables. Les femmes rurales sont d'ailleurs considérées comme particulièrement vulnérables puisqu'elles appartiennent à la catégorie économique dominée [*dominated class*] qu'est le monde rural. Les femmes rurales sont donc dominées au sein du groupe dominé, ce qui les place dans une situation plus que précaire (Stamp, 1986) à laquelle elles doivent opposer différents mécanismes de résistances en jouant sur les espaces de liberté qui leur sont alloués (Rondeau, 1994).

A l'inverse des auteurs dit classiques qui avaient une vision masculine de l'économie et plus généralement de la société, les auteurs dit féministes, généralement féminins, qui abordent l'activité des femmes le font uniquement d'un point de vue féminin n'incluant aucunement les hommes dans leurs analyses. Le domaine de l'analyse selon le genre apparaît comme un domaine réservé exclusivement à l'étude de l'objet sociologique « femme ». Certes ces analyses ne généralisent pas en faisant des caractéristiques féminines des caractéristiques

globales, mais elles ont aussi leurs effets pervers : en se focalisant sur les femmes, elles oublient qu'un système de genre ne peut être compris qu'en prenant en compte l'ensemble des éléments qui le composent, autrement dit les deux sexes. Puisque l'analyse de genre apparaît comme un domaine cloisonné, réservé aux femmes, « parler du masculin impliquerait d'être justement neutre » (Alonzo-Silvera, 2000 : 23). Ainsi, « si les travaux sociologiques sur « les femmes » ont l'avantage méthodologique de tendre à plus de rigueur scientifique en les constituant de plus en plus en catégorie sociologique, et non plus en un mélange physiologico-psychologico-sociologique, s'ils ont de plus le mérite de mettre en évidence des réalités jusque là passées sous silence, ils encourent toutefois le risque -contraire à leur propos- d'être réintégrés et réappropriés par le système de pensée de la société globale dont l'un des mécanismes fondamentaux est justement cette particularisation des femmes » (Mathieu, 1991 : 36). Étudier l'économie des femmes indépendamment de celle des hommes a contribué à alimenter l'image d'Épinal d'une femme économiquement différente. Cet aspect un peu « à part » de l'analyse des femmes que ce soit en sociologie, en économie, en anthropologie relève aussi de la position du chercheur par rapport à son objet. Les hommes du XIX^{ème} siècle ont voulu imposer l'idée d'une économie uniquement masculine. Les femmes et les hommes du XX^{ème} siècle ont voulu réhabiliter la position économique et sociale des femmes en focalisant leurs analyses sur un groupe auparavant oublié. D'absentes de l'analyse les femmes sont devenues omniprésentes. Et cette omniprésence amène parfois les recherches sur l'économie africaine à penser la femme comme le seul acteur économique, analyse qui n'est pas sans rappeler les descriptions des premiers explorateurs qui soulignaient le travail que faisaient les femmes par rapport à l'oisiveté des hommes. Les femmes sont vues comme celles qui peuvent sauver une Afrique « mal partie » pour reprendre le titre de l'ouvrage de René Dumont (1962). Mais on peut se demander si cette nouvelle position des femmes dans les analyses économiques ou anthropo-économiques n'est pas tout aussi ethnocentrée que celle qu'en faisaient les auteurs du XIX^{ème} siècle. Ainsi, l'étude de la littérature qui pose les femmes comme objet d'études ne doit pas se faire sans esprit critique, même si ces nouveaux courants ont favorisé la visibilité des femmes en modifiant les modes de collecte.

Un exemple de collecte.

La translation du centre d'intérêt du marché (macro) au ménage (micro) a mis en lumière la spécificité des femmes dans l'organisation économique. L'anthropologie économique, couplée aux analyses de genre, a favorisé une meilleure visibilité des femmes notamment en contribuant à une meilleure considération statistique du travail des femmes. Ainsi, comme le montre Jacques Charmes (2005), le calcul du PIB prend aujourd'hui mieux en compte l'activité des femmes en considérant non seulement les biens et les services commercialisés, mais aussi les biens conservés pour l'autoconsommation³. En outre, l'apparition de nouveaux indicateurs dans les années 1990, tels que l'Indicateur de Développement Humain (IDH) et l'Indicateur sexo-spécifique de Développement Humain permettent une meilleure prise en compte des différences de genre dans le classement et la

3 Définition de l'activité économique pour le calcul du PIB en 1993 : « la production de tous les biens et services destinés à être commercialisés sur le marché, de tous les biens (mais pas les services) conservés par les producteurs pour leur usage final propre, et de tous les services fournis gratuitement aux individus et à la collectivité par les administrations et les institutions sans but lucratif. » (Charmes, 2005 : 264)

comparaison entre les pays. Ces nouveaux indicateurs, utilisés dans les rapports annuels du PNUD sont issus de la pensée économique de Amartya Sen et de son approche par les capacités.

Parallèlement aux données macroéconomiques, ce sont les modes de collecte qui ont foncièrement modifié les taux d'activité des femmes. Ainsi la collecte de données non plus auprès des seuls chefs de ménage, mais auprès de l'ensemble des membres du ménage permet de mieux renseigner les variables concernant l'activité des femmes. En effet, les chefs de ménage, souvent des hommes, ont tendance à sous-estimer l'activité économique des femmes du ménage car cela renforce leur prestige : pour un homme, avoir des femmes inactives signifie qu'il est en mesure de subvenir à l'ensemble des besoins du ménage. Il y a en outre un aveuglement systématique des hommes sur les activités économiques des femmes du fait de l'imbrication fréquente des activités domestiques et économiques. Cependant, rencontrer directement les femmes lors des enquêtes n'est pas toujours facile et dans les enquêtes où des hommes sont interrogés sur les activités pratiquées au sein du ménage, l'activité féminine est souvent sous-déclarée – et donc sous-estimée. Par exemple, lors d'une enquête dans la sous-préfecture de Siguiri (2005), nous disposions de deux sources d'information sur les activités économiques : le recensement et les questionnaires. Dans le recensement de la zone d'étude, était posée une question sur l'activité économique principale de chaque membre du ménage. Cette question avait pour but de permettre d'étudier l'organisation économique des ménages. Les données recueillies montraient alors une très faible activité des femmes. Beaucoup d'entre elles étant déclarées inactives par le chef de ménage qui avait été presque systématiquement le répondant⁴. A partir du recensement de la population, un échantillon d'hommes et de femmes avait été tiré au sort pour répondre au questionnaire. Ce dernier permettait, entre autres, une description plus approfondie des différentes activités économiques de la personne. Interroger des femmes qui avaient été auparavant recensées a permis de réaliser que les réponses apportées à la question du recensement concernant l'activité principale sous-estimaient largement l'activité des femmes. Par exemple, une femme qui avait été déclarée inactive par son mari au moment du recensement, s'est avérée faire de l'agriculture en saison des pluies, de l'orpaillage une partie de la saison sèche et de la récolte de fruits à but commercial l'autre partie. Alors que cette femme avait trois activités économiques réparties tout au long de l'année en fonction des saisons, son mari avait déclaré qu'elle était « ménagère ». Mener les enquêtes auprès des personnes concernées par les questions et non plus seulement après du chef de ménage permet d'éviter cet écueil.

Pourtant les données nationales donnent toujours des taux d'activités féminines loin de la réalité que montre l'observation (tableau 1). En Guinée, pays qui est encore majoritairement rural (70% selon l'EDS de 1999) et où la population a toujours une économie proche de ce que l'on pourrait appeler une économie de subsistance, les taux d'activités des hommes sont aussi particulièrement faibles. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'ils pratiquent des activités agricoles dans le cadre familial, souvent déclarées uniquement par le chef de famille puisque c'est lui qui gère les revenus agricoles.

4 Pour des raisons de bienséance au moment du recensement, l'enquêteur cherchait à interroger de préférence de chef de ménage. Ceci permet notamment d'obtenir son aval pour la suite de l'enquête. En son absence, la personne présente répondait aux questions, quel que soit son sexe. En règle générale, quand un homme était présent, il était systématiquement désigné pour répondre à l'enquêteur.

Aurélie Godard.

Séance : Aspects méthodologiques : des définitions aux mesures.

Atelier jeunes chercheurs

Tableau 1.: Population active par sexe en Guinée, au Mali et au Niger (%)

| Pays | Population totale | Hommes | Femmes | Sources de données |
|--------|-------------------|--------|--------|---------------------------------------|
| Guinée | 45,8 | 48,8 | 42,9 | RGPH, 1996, + de 10 ans |
| Mali | 49,4 | 66,2 | 36,8 | Labour Force survey 2004, + de 15 ans |
| Niger | 62,7 | 87,4 | 36,3 | Population census, 2001, + de 15 ans |

Sources : BIT, 2006, <http://laborsta.ilo.org/cgi-bin/brokerv8.exe#049> consulté le 3/11/06

Face aux problèmes liés à la collecte de données, travailler au niveau local permet une meilleure appréhension du vécu des individus. En 2002, 2003 et 2005, Popinter a mené des Enquêtes Intensives Interdisciplinaires Territorialisées (EIIT) dans trois sous-préfectures de Guinée menées. Nous présenterons ici certains résultats collectés dans les sous-préfecture de Mankountan et de Kanfarandé en Guinée Maritime⁵. La collecte s'est effectuée en deux temps et auprès de deux publics différents. Pour le recensement le chef de ménage était interrogé, tandis que pour les questionnaires, étaient rencontrés les hommes et les femmes concernés par le plan d'échantillonnage. Parler aux femmes en face à face et seule à seule⁶ n'a pas toujours été facile, leur mari ou leur père (selon qu'elles étaient mariées ou non) considérant parfois qu'ils pouvaient répondre à leur place. Mais faire le choix méthodologique de rencontrer les femmes et non de passer par le chef de ménage permet d'obtenir des données plus complètes concernant leurs activités économiques. Ainsi, loin des taux obtenus par le BIT, les EIIT montrent que 94% des hommes et 85% des femmes sont actifs.

Tableau 2.: Taux d'activité (% pondérés)

| | Hommes | Femmes |
|---|--------|--------|
| Aucune activité | 5,4 | 14,6 |
| Au moins une activité | 94,6 | 85,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs enquêtés | 799 | 697 |
| Population de référence : hommes (18-69 ans) femmes (15-69 ans) Le taux d'activité est calculé en rapportant les personnes ayant déclaré avoir pratiqué au moins une activité au cours des douze derniers mois à la population enquêtée, sachant que les classes d'âge enquêtées (18-69 ans pour les hommes et 15-69 as pour les femmes) ont été choisis en considérant qu'il s'agissait des âges actifs. Cela revient à calculer un taux d'activité tel que défini en économie en retirant les chômeurs (catégorie qui n'a aucune validité en Guinée rurale) du numérateur. | | |

Sources : POPINTER/DNS, 2002-2003, nos calculs.

5 Le bilan de la collecte est présenté dans le tableau annexe 6.

6 Il s'agissait plutôt d'un trio : enquêteur, traducteur, enquêté.

Ni la pauvreté monétaire des ménages estimée au travers de leurs possessions (tableau annexe 1), ni le statut migratoire des femmes (tableau annexe 2), ni leur fécondité (tableau annexe 3) n'expliquent leur moindre activité. Seuls le village d'habitation et l'ethnie d'appartenance sont des variables explicatives. Les femmes sont plus souvent inactives dans les deux villages sous-préfectures (Mankountan centre et Victoria – tableau annexe 4) qui s'ils ne peuvent pas être considérés comme urbains, ont toutefois des caractéristiques économiques et sociales spécifiques : présence de salariés, de commerces spécialisés, boutiques, accès au centre de santé et à l'instruction. L'importance relative des métiers spécialisés dans ces villages pourrait expliquer la faible activité des femmes. En effet une femme qui aide son mari dans son activité et qui n'en retire aucun revenu personnel est considérée comme aide familiale et non comme active. Ainsi, les femmes de menuisiers, de boulangers, ou de commerçants tenant la boutique ont plus de chance d'être considérées comme inactives que les autres⁷.

L'ethnie est aussi une caractéristique discriminante puisque les femmes peul et dans une moindre mesure diakhanké sont moins actives que les autres (tableau annexe 5). En raison de l'organisation économiques et sociale de ces ethnies, ces femmes ont moins de liberté que les autres femmes. Elles s'inscrivent dans les activités du ménages sans en retirer de revenu personnel. En outre, ces deux ethnies sont les groupes les plus aisées de la zone d'étude ce qui pourrait expliquer une moindre activité des femmes (Petit, Godard, 2005 et Godard, Meffe, 2006).

Aussi la moindre activité des femmes est-elle à relier à une organisation économiques locales et à des logiques ethniques et non à une incapacité ou impossibilité inhérente à leur sexe. Ainsi, les enquêtes locales permettent d'expliquer l'activité ou l'inactivité des femmes grâce à la mobilisation de données diverses (questionnaires, entretien, observation), ce qui est plus difficile dans les enquêtes nationales sont le plus souvent uniquement qualitatives.

Conclusion : l'importance de la réflexivité

En résumé, il est vain de croire à une possible objectivité complète du chercheur. La collecte des données et la vision que le chercheur en a sont, en de nombreux points, subjectives. Les données ne parlent pas d'elles-mêmes et leur analyse n'est pas quelque chose de naturel. Toute analyse nécessite de faire des choix méthodologiques que ce soit au moment de la collecte des données (personnes enquêtées, questions posées, définitions des concepts utilisés) ou au moment de l'analyse (choix d'une analyse statistique, variables étudiées, angle de vue). Comme le note Joan Scott (1991 : 444), les fondateurs des sciences sociales n'ont pas rendu compte des faits, mais ont opéré une « construction discursive ». La place des femmes en économie a été construite selon des modes de penser inhérents à la société bourgeoise et chrétienne européenne. La déconstruction de ces concepts afin de permettre une reconstruction théorique et ainsi une réflexion méthodologique nécessite donc d'introduire dans l'analyse une réflexion sur la construction de l'objet. Cette réflexivité, qui a déjà court en anthropologie, est souvent plus difficilement acceptée en démographie, discipline qui comme ses consoeurs quantitatives utilise le chiffre pour parer à toute subjectivité. cesserait oublier

⁷ Nous ne pouvons vérifier statistiquement cette hypothèse car les époux n'ont pas été systématiquement enquêtés, il est fréquent d'avoir enquêté la femme et pas le mari et *vice versa*.

Aurélie Godard.

Séance : Aspects méthodologiques : des définitions aux mesures.

Atelier jeunes chercheurs

qu'un chiffre émane de l'analyse de données collectées, le plus souvent par questionnaire et que ceux-ci sont construits à partir de concepts pré-établis. Ainsi, des enquêtes telles que les Enquêtes Intensives Interdisciplinaires territorialisées présentées ici, plus proches de l'anthropologie en terme de méthodologie de collecte que les enquêtes démographiques classiques car elles demandent à l'enquêteur de résider dans sa zone d'étude pendant une période plus ou moins longue, ne doivent pas être exemptes de toute réflexivité. Tout questionnaire, tout guide d'entretien est construit à partir de présupposés et comme le notent Bourdieu et *al.* (1983 : 62-65) : « on peut demander n'importe quoi à n'importe qui et que n'importe qui a presque toujours assez de bonne volonté pour répondre au moins n'importe quoi à n'importe quelle question. ». Aussi est-il bon de connaître les présupposés d'une enquête avant d'en étudier les résultats. Mais cela sous-entend que ces présupposés doivent être formalisés, autrement dit pensés, D'où l'importance d'insérer une dose de réflexivité telle que définie par Ghasarian (2002) en démographie.

Bibliographie

- ALONZO P., SILVERA R., 2000, « le genre masculin n'est pas neutre », in *Travail genre et société*, n°3, L'Harmattan, Paris.
- BAZIN L., SELIM M., 2000, “Quelques occurrences économiques en anthropologie”, in *Socio-Anthropologie*, n°7, Interpellations de l'économique
consulté le 9 juillet 2007 sur <http://socioanthropologies.revues.org/documents97.html>
- BECKER G., 1993 (1ère édition 1981), *A Treatise on the family*, Harvard University Press, Cambridge, Londres.
- BOURDIEU P., CHAMBOREDON J-Cl., PASSERON J-Cl., 1983 (1ère édition 1968), *Le métier de sociologue*, Mouton, La Haye, EHESS, Paris.
- CHARBIT Y., 1981, *Du Malthusianisme au populationnisme. Les économistes français et la population. 1840-1870.*, INED, Travaux et documents, cahier n°90, PUF, Paris.
- CHARMES J.,
1997, « Plus visibles mais toujours sous-estimées : l'activité économiques des femmes en Afrique. », in BISILLAT J. (ss dir), *Face au changement, les femmes du sud*, l'Harmattan, Paris, pp47 - 58.
avril-juin 2005, « Femmes africaines, activités économiques et travail : de l'invisibilité à la reconnaissance », in *Revue Tiers Monde*, tome XLVI, n°182, pp255-279.
- DIXON R.B., septembre 1982, “ Women in agriculture : counting the labor force in developing countries. ”, in *Population and development Review*, vol 8, n°3.
- DUMONT R., 1962, *L'Afrique noire est mal partie*, Editions du Seuil, Paris.
- ENGELS F., 1975, (1ère édition 1845), *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions sociales, Paris.
- GEORGE M., 1988, *Women in the first capitalist society*, University of Illinois press, Urbana, Chicago.
- GHASARIAN C., 2002, *De l'ethnologie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Armand Colin, Paris.
- GODELIER M., 1996 (1ère édition 1982), *La production des grands hommes*, Flammarion, Paris.
- GODARD A., MEFFE B., 2006, « Travail des femmes et ethnicité en milieu rural guinéen. », AIDELF, Aveiro.
- MATHIEU N-C., 1991, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Côté femmes éditions, Paris.
- MEILLASSOUX C.,
1975, *Femmes, Greniers et capitaux*, Librairie François Maspero, Paris.
1997, *L'économie de la vie. démographie du travail*, Cahiers libres, Editions Page Deux,

Aurélie Godard.
Séance : Aspects méthodologiques : des définitions aux mesures.
Atelier jeunes chercheurs

Lausanne.

- PETERSON J., 1994, « Introduction », in PETERSON J. et BROWN D. (dir), *The economic status of women under capitalism*, Edward Elgar, Hants (England), Vermont (USA).
- PETIT V., GODARD A., 2005, « Comportements démographiques, stratégies socio-économiques et dynamiques ethniques en Guinée maritime. », IUSSP, Tours.
- POLANYI K., 1983 (1ère édition 1944), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris.
- PUJOL M.A., 1998 (1ère ed 1992), *Feminism and anti-feminism in early economic thought*, Edward Elgar publishing, Northampton.
- ROBERTSON C., BERGER I., 1986, *Women and class un Africa*, Africana publishing company, Holmes and myers publishers, New York, Londres.
- RONDEAU C., 1994, *Les Paysannes du Mali*, Karthala, Paris
- STAMP P., 1986. « Kikuyu women's self-help groups. » In ROBERTSON C. et BERGER I (dir)., *Women and class in Africa*, Africana Publishing Company, New York.
- TILLY L.A, SCOTT J.W, 2002 (1ère édition 1978), *Les Femmes, le travail et la famille.*, Rivages/histoire, Paris-Marseilles.
- SCOTT J.W., 1991, « Les travailleuses », in FRAISSE G., PERROT M.(dir), « Le XIXème siècle », tome 4 de DUBY G., PERROT M., *Histoire des femmes*, Plon, Paris, pp419-444.
- SIMON J., 1861, *L'ouvrière*, L. Hachette et Cie, Paris.
- SMITH A,
1970 (1ère édition 1776), *The wealth of nations*, Pelican Classics, Bungay, Suffolk.
1976, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Les grand thèmes*, Editions Gallimard, Paris.
- VAA M., octobre 1989, “ Self-employed urban women : cases studies from Bamako ”, *Étude de la population Africaine*, UAPS, n°3, pp72-84

Tableaux annexes

Tableau annexe 1.: Taux d'activité des femmes en fonction des possessions matérielles du ménage (% pondérés)

| | Actives | Inactives | Total | Effectifs enquêtés |
|--|---------|-----------|-------|-----------------------|
| Le ménage possède une télévision | | | | |
| Oui | 84,2 | 15,8 | 100,0 | 19 |
| Non | 85,6 | 14,4 | 100,0 | 655 |
| (4 manquants) | | | | |
| Le ménage possède une moto | | | | |
| Oui | 85,9 | 14,1 | 100,0 | 75 |
| Non | 85,4 | 14,6 | 100,0 | 581 |
| (12 manquants) | | | | |
| Le ménage possède une voiture | | | | |
| Oui | 81,3 | 18,8 | 100,0 | 10 |
| Non | 85,5 | 14,5 | 100,0 | 656 |
| (12 manquants) | | | | |
| Matériaux de construction des toits de concession | | | | |
| Tôle | 81,6 | 18,6 | 100,0 | 292 |
| Chaume | 94,6 | 5,4 | 100,0 | 172 |
| Les deux | 84,3 | 15,7 | 100,0 | 213 |
| (1 manquant) | | | | |
| Matériaux de construction des sols de la concession | | | | |
| Terre battue | 85,5 | 14,5 | 100,0 | 512 |
| Ciment | 81,7 | 18,3 | 100,0 | 58 |
| Terre battue+ciment | 88,5 | 11,5 | 100,0 | 99 |
| Carrelage+terre battue | 83,3 | 16,7 | 100,0 | 6 |
| (3 manquants) | | | | |
| Population de référence : femmes (15-69 ans). | | | | |

Sources : POPINTER/DNS, 2002-2003, nos calculs

Tableau annexe 2.: Taux d'activité des femmes en fonction de leur situation migratoire (% pondérés)

| | Actives | Inactives | Total | Effectifs enquêtés |
|--|---------|-----------|-------|--------------------|
| A toujours vécu au village | 88,0 | 12,0 | 100,0 | 357 |
| Immigrante | 82,6 | 17,4 | 100,0 | 340 |
| Population de référence : femmes (15-69 ans) | | | | |

Sources : POPINTER/DNS, 2002-2003, nos calculs

Tableau annexe 3.: Taux d'activité des femmes en fonction de leur fécondité

| | Actives | Inactives | Total | Effectifs enquêtés |
|--|---------|-----------|-------|--------------------|
| Dans l'année précédant l'enquête | | | | |
| A eu un enfant | 83,5 | 16,5 | 100,0 | 107 |
| N'a pas eu d'enfant | 85,7 | 14,3 | 100,0 | 590 |
| Dans les 5 ans précédant l'enquête | | | | |
| A eu un enfant | 87,7 | 12,3 | 100,0 | 322 |
| N'a pas eu d'enfant | 83,6 | 16,4 | 100,0 | 374 |
| Population de référence : femmes (15-69 ans) | | | | |

Sources : POPINTER/DNS, 2002-2003, nos calculs

Tableau annexe 4.: Taux d'activité des femmes selon le village d'habitation (% pondérés)

| | Actives | Inactives | Total | Effectifs enquêtés |
|-------------------|---------|-------------|-------|--------------------|
| Bigory | 96,8 | 3,2 | 100,0 | 99 |
| Kalexe | 93,2 | 6,8 | 100,0 | 100 |
| Mankountan centre | 83,1 | 16,9 | 100,0 | 100 |
| Kibanco | 95,1 | 4,9 | 100,0 | 97 |
| Koukouba | 92,9 | 7,1 | 100,0 | 100 |
| Lansanaya | 94,1 | 5,9 | 100,0 | 100 |
| Victoria | 52,1 | 47,9 | 100,0 | 100 |

Sources : POPINTER/DNS, 2002-2003, nos calculs.

Tableau annexe 5.: Taux d'activité des femmes selon l'ethnie (% pondérés)

| | Actives | Inactives | Total | Effectifs enquêtés |
|-----------|---------|-------------|-------|-----------------------|
| Soussou | 91,4 | 8,6 | 100,0 | 148 |
| Peul | 84,6 | 15,4 | 100,0 | 106 |
| Baga | 94,5 | 5,5 | 100,0 | 141 |
| Nalou | 90,8 | 9,2 | 100,0 | 125 |
| Diakhanké | 88,6 | 11,4 | 100,0 | 86 |
| Autre | 86,7 | 13,3 | 100,0 | 90 |

Sources : POPINTER/DNS, 2002-2003, nos calculs.

Tableau annexe 6: Bilan de collecte

| | Mankountan | Kanfarandé |
|-------------------------------------|------------|------------|
| ENQUETE QUANTITATIVE | | |
| Fiche habitation | 344 | 364 |
| Nombre de personnes recensées | 4461 | 5301 |
| Nombre de personnes présentes | 3351 | 4046 |
| Questionnaires femmes | 300 | 400 |
| Questionnaires hommes | 400 | 400 |
| ENQUETE QUALITATIVE | | |
| Entretiens informateurs privilégiés | 40 | 26 |
| Entretiens population | 37 | 93 |
| Entretiens collectifs | 4 | |
| DONNÉES COMMUNAUTAIRES | | |
| Liste des infrastructures | 4 | 4 |
| Plan du village | 5 | 4 |